

LISTE DES AVIS CONSULTATIFS RENDUS PAR LA COUR EDH

Avis consultatif demandé par le Conseil d'Etat de Belgique sur le refus d'autoriser une personne à exercer la profession d'agent de sécurité ou de gardiennage en raison de sa proximité avec un mouvement religieux ou de son appartenance à celui-ci (art. 9§2 CEDH)

P16-2023-001 | 14/12/2023

Avis consultatif demandé par la Cour suprême de Finlande sur le statut et les droits procéduraux d'un parent biologique dans la procédure d'adoption d'un adulte (art. 8 et art. 6§1 CEDH)

P16-2022-001 | 13/04/2023

Avis consultatif demandé par le Conseil d'Etat français relatif à la différence de traitement entre les associations de propriétaires « ayant une existence reconnue à la date de la création d'une association communale de chasse agréée » et les associations de propriétaires créées ultérieurement (art. 14 CEDH combiné à l'article 1 Protocole I)

P16-2021-002 | 13/07/2022

Avis consultatif demandé par la Cour de cassation arménienne concernant l'applicabilité de la prescription aux poursuites, condamnations et sanctions pour des infractions constitutives, en substance, d'actes de torture (art. 7 CEDH) P16-2021-001 |

26/04/2022

Avis consultatif demandé par la Cour administrative suprême lituanienne concernant l'appréciation de la proportionnalité, sous l'angle de l'article 3 du Protocole n° 1 à la Convention, d'une interdiction générale pour une personne de se porter candidate à une élection après une destitution dans le cadre d'une procédure d'impeachment

P16-2020-002 | 08/04/2022

Avis consultatif demandé par la Cour constitutionnelle arménienne relatif à l'utilisation de la technique de « législation par référence » pour la définition d'une infraction et aux critères à appliquer pour comparer la loi pénale telle qu'elle était en vigueur au moment de la commission de l'infraction et la loi pénale telle que modifiée (art. 7 CEDH)

P16-2019-001 | 29/05/2022

Avis consultatif demandé par la Cour de cassation française relatif à la reconnaissance en droit interne d'un lien de filiation entre un enfant né d'une gestation pour autrui pratiquée à l'étranger et la mère d'intention (art. 8 CEDH)

P16-2018-001 | 10/04/2019